

Pierre Gentelle 21 octobre 2009

Des Cafés

## **(Géo)politique de l'eau : La Turquie pourra-t-elle assécher ses voisins ?**

Débat le mercredi 21 octobre à 18h30 au Nuovo Caffè Milano 23 Bd de la Victoire à Strasbourg (Tram Universités) avec Pierre Gentelle (directeur de recherche honoraire au CNRS).

Un café-géo, pour moi, idéalement, c'est une durée qu'en un lieu choisi une assemblée aléatoire et pourtant ciblée passe à échanger des idées sur une question annoncée à l'avance. Chacun vient y participer, muni de ses propres connaissances et de ses interrogations.

En lisant les compte-rendus des cafés de ces dernières années, je constate que la présentation, censée introduire les débats, tend à prendre beaucoup de place, surtout quand un sujet est si vaste qu'il paraît mériter trois au quatre intervenants, tous spécialistes éminents.

Le résultat, c'est qu'on en arrive vite à la copie de cours universitaires, tant le sérieux l'emporte sur le ludique, le tout étant sacralisé par la publication ultérieure d'un compte-rendu écrit qui tend à être pris plus comme une doxa que comme l'état provisoire d'une discussion en marche.

Du coup, la salle devient aussi muette et intimidée que des étudiants en Sorbonne (jadis). Et chacun attend que ceux qui sont réputés savoir, dans la salle, apportent à la soirée des compléments d'information appréciables. Faire intervenir un spécialiste d'une question dans un café-géo, c'est courir le danger que sa réputation (même quand elle n'est pas usurpée...) tue la discussion, qui se réduit souvent à un échange entre pairs. Si c'est pour cela, la lecture d'un bon article du même prend moins de temps et laisse plus de traces. Cette dérive ne correspond pas à ce que je souhaite trouver aux cafés-géo et, même si l'on me dit qu'elle n'existe pas, je préfère la prévenir.

En revanche, s'il s'agit d'un spectacle auquel chacun tente de participer, alors je veux bien. C'est pourquoi la forme interrogative me plaît plus que l'affirmative. Si c'est pour qu'un ego assène au public quelques chiffres piqués à la FAO, au Figaro ou à d'autres sources en O, autant aller aux eaux (pas au zoo, quand même).

Voilà pourquoi je me présente à vous ce soir en non-spécialiste reconnu. Mes seuls titres à une intervention sont les questions que je me pose, et que j'expose pour les avoir ressenties ici ou là, soit en écrivant les chapitres du volume 2 de *Traces d'eau* concernant mes travaux avec des archéologues en Oman, Inde du nord, Pakistan, chez les Ouzbeks d'Afghanistan, au Turkménistan et dans la province autonome ouïgoure de Chine populaire (ex-Turkestan chinois), soit en agissant en animateur du manuel Nathan pour prépas HEC et Sciences Po, *Géopolitique du monde contemporain*, 2008. Enfin, en qualité d'organisateur qui n'y connaît rien d'un colloque sur l'eau en Turquie, dans le cadre de la Saison de la Turquie, qui se tiendra à Paris, à l'ENS-Ulm le 9 janvier 2010.

## Réfléchir ensemble

Mon intervention vise à faire réfléchir à une question : tout problème, aussi grave soit-il, comme la géopolitique de l'eau, est vu par le petit bout de la lorgnette dès qu'il est exposé en soi. Certes, il faut en passer par la phase indispensable d'acquisition des données du problème - car on n'étudie que des problèmes. Ces données sont si nombreuses que l'on ne trouve pas toujours au bout une synthèse interne. Moins souvent encore la synthèse intégrant cette synthèse aux autres éléments qui constituent la géopolitique d'un pays. En règle générale, c'est à ce niveau de réflexion que l'on quitte le plus souvent le domaine rationnel et technique pour entrer dans le politique, les opinions, voire les sentiments et, par conséquent, dans les approximations et déformations, volontaires ou non.

Il me semble, par exemple que c'est avoir une vision étroite des « conflits pour l'eau » que de les envisager seulement en eux-mêmes. Ils s'inscrivent dans les rivalités (ou conflits) pour les territoires, dans celles dues à la faim, à la pauvreté, aux inégalités, à l'accès à l'éducation ou à l'hygiène... Et aussi dans les rivalités pour la transformation de la société, pour les disputes religieuses, pour les ressentiments historiques...

La géographie - la géopolitique en fait à l'évidence partie et réciproquement - ne peut fonctionner qu'à partir d'observations et de réflexions à plusieurs échelles, en prenant en compte les points de vue de tous les participants, si possible, à partir de ce qu'ils pensent et disent. Par ailleurs, la géopolitique n'existe que si elle prend en compte sérieusement l'histoire (pas seulement comme une réminiscence ou une citation).

**La question posée dans le titre est volontairement dure.** Elle veut provoquer. On l'entend aussi bien dans les dîners en ville que le long des comptoirs des bistrot et, formulée d'une manière à peine plus élégante, dans les bureaux d'étude ou les cercles de réflexion stratégique. À quelle occasion ? Dès qu'il s'agit de « partage » de l'eau des fleuves et nappes phréatiques entre pays voisins, de ce fait transfrontalières. Or, en géopolitique comme dans la vie quotidienne des individus, il n'y a pas de « partage », mais des accords temporaires sur des avantages acquis en fonction des rapports de force du moment. Le reste n'est que billevesées, utopie et illusion. Donc, pour être plus clair encore, rien n'est jamais donné, le « partage » est le résultat d'une tractation, toutes les tractations et tous les traités qui en résultent sont le produit de l'asymétrie entre deux acteurs. Les accords gagnant-gagnant n'existent que dans la propagande. Il y en a toujours un qui gagne plus que l'autre, et le vrai vainqueur doit avoir l'habileté de laisser croire au public et à son adversaire qu'il n'a pas perdu. Les rapports entre les hommes, les peuples, les États sont toujours plus ou moins asymétriques. On n'y prend pas assez garde aujourd'hui en raison de l'idéologie lénifiante qui parcourt nos sociétés. Et pourtant les fondateurs avaient vu juste : les hommes naissent libres et égaux en droit. Ils ne le deviennent jamais en fait. Ni libres, ni égaux.

## Revenons à la question : la Turquie pourrait-elle assécher ses voisins ?

Répondons tout de suite : non.

Pour une seule et unique raison : elle n'y a pas avantage, pas plus que n'y ont avantage ceux de ses alliés et voisins qui devraient lui accorder au moins tacitement leur soutien. Il est nécessaire de considérer comme inévitable le fait que toute action d'un acteur géopolitique, dans le monde, a des conséquences à plusieurs échelles. Dans le cas du Moyen-Orient, tout geste de tout acteur de quelque importance, destiné à acquérir un avantage supplémentaire ou à se libérer d'une sujétion (pour quelle autre raison un acteur sensé ferait-il un geste gratuit,

sans attendre ailleurs une réciprocité ?) entraîne aussitôt des ripostes en chaîne qui peuvent gêner des acteurs parfois situés bien loin du lieu en débat. En géopolitique, rien, absolument rien n'est désintéressé (y compris, et parfois surtout, l'instrumentalisation inévitable des ONG humanitaires). Seule fonctionne la loi de l'avantage. Le reste est l'écran de fumée à l'abri duquel fonctionne la réalité.

Une première question peut être discutée presque à l'infini. L'eau que la Turquie reçoit du « ciel » et que fleuves et nappes font couler vers des terres basses situées hors de son territoire, **à qui appartient-elle** ? À qui appartiennent les richesses qui se trouvent **naturellement** disposées sur un territoire ? Au territoire ou aux populations qui l'occupent ? Et de quel droit ? Aux populations qui l'occupent ou à celles qui mettent la richesse naturelle en valeur ? Aux populations qui disposent de cette richesse en fonction de leur occupation du territoire - qui peut être très ancienne ou récente - et qui parfois sont incapables d'en disposer ? Ne pourrait-on soutenir **qu'un don de Dieu ou de la nature appartient à tous les hommes** ?

La réponse à cette question appartient aux hommes, elle peut donc très bien n'être pas univoque, chacun parlant pour lui et les lois étant faites par et pour des hommes, quand bien même certains les diraient venues d'ailleurs. Ne pourrait-on considérer, comme certaines religions le font, qu'il s'agit de l'eau que tous les enfants d'Abraham ont reçue en partage et dont ils doivent assurer la gestion commune, efficace et équitable ?

Si la réponse était que l'eau appartient aux hommes qui se trouvent sur un territoire, en ce cas l'eau de l'Euphrate et du Tigre n'appartiendrait-elle pas **aux Kurdes et non aux Turcs**, puisque nous sommes sur le territoire des Kurdes et que nous avons, comme partout dans le monde, affaire à une liaison étroite entre des territoires + des populations, tout territoire étant entendu comme « terre + histoire » ?

Une autre question peut être soulevée : **la distribution spatiale des biens naturels**. Quelle que soit leur origine, elle est loin d'être régulière, à un point tel que seuls quelques-uns en jouissent quand les autres en manquent ou en ont en excès. La sagesse mènerait les hommes à l'échange généralisé des biens et à la redistribution équitable entre tous : cette idéologie s'est développée dans l'histoire et reste encore à être acceptée (et pratiquée) par tous, sans quoi elle signifie peu de choses. L'incompétence et l'imperfection humaines mènent le plus souvent à la dispute, au conflit, au vol, à la guerre pour la possession ou l'exploitation des richesses des uns par les autres.

Une autre question rend l'affaire de l'eau dramatique, quelle que soit la partie du monde où elle est susceptible de survenir, parce qu'elle engage des comportements sociétaux massifs. Inutile de faire comme beaucoup et de se cacher derrière son petit doigt : **la question de l'eau est vitale pour chaque individu autant que pour chaque peuple**. Sans eau, l'homme meurt en quelques jours, l'animal ou l'oiseau aussi, et la plante. Tout déficit hydrique, même temporaire, fait de n'importe quel être humain, en peu de jours, voire d'heures, un forcené prêt à tout pour survivre. Ou une loque qui se laisse mourir sans pouvoir résister. Sans eau, un peuple est réduit à l'exil ou à la mort lente, au repli sur la consommation minimale qui entraîne des conséquences en chaîne, dont la principale est l'absence de développement physique et économique. **Au sens premier du terme, l'eau pour un peuple est vitale, comme l'espace.**

Ce n'est pas parce que l'expression « espace vital » rappelle de mauvais souvenirs aux générations qui ont été adultes en Europe pendant les années 1930 qu'il faut la considérer

comme privée de sens. Tous les individus ont besoin d'un certain espace pour vivre, accompagné des attributs nécessaires, sans lequel la vie est impossible : l'eau en fait partie. Tous considèrent que les priver de certains attributs revient à les priver de cet espace. Et que les priver de ces attributs comme de ces espaces est, évidemment, une forme d'agression majeure qui, mettant en péril leur existence même, les conduit à concevoir comme légitime une réponse violente à la violence intolérable qui leur est faite. Et s'ils ne peuvent répondre de manière violente et victorieuse parce que le rapport des forces leur est trop défavorable, ils sont contraints par la situation même dans laquelle ils se trouvent de se soumettre ou de se révolter.

La notion d'espace vital met tout le monde mal à l'aise, mais ce n'est pas une raison pour l'esquiver. Le dictionnaire de géographie de Lévy-Lussault, par ailleurs si brillant, montre bien que la notion est complexe : pas moins de sept pages plus une bibliographie tous azimuts, sans que le sujet soit épuisé.

Pour simplifier ce que je veux dire, il faut **considérer d'abord l'espace comme une valeur**, et ensuite seulement comme une étendue avec tous ses attributs. Et, bien entendu, il s'agit d'une valeur autre qu'économique et/ou monétaire. On pourrait dire une valeur viscérale, si profondément enfouie dans chaque être vivant qu'elle demeure une marque indélébile, inoubliable. C'est d'abord cela, l'espace vital, quand bien même un exilé peut parvenir à se construire un autre espace de vie. **Cet espace vital peut et doit être objet de science**, un terrain de travail qui ne peut pas être abandonné aux seuls idéologues. L'homme, individu social, est la mesure de toute chose. Dans l'affaire qui nous occupe ce soir, la psychologie compte plus que les décimètres ou des décilitres. **L'eau fait partie des catégories de base de l'individu.**

C'est d'ailleurs le moment de rendre hommage à Abraham Moles (le lieu l'impose !). L'eau fait partie de la hiérarchisation « primaire » du monde pour un individu : le sol, l'air et l'eau - et la mère -. Moles classe toute chose d'abord en fonction de la **proxémie** (naturelle ou acquise). Il n'y a nulle part d'espace « plat », d'espace « neutre », d'espace « isotrope ». Tout est lié à la perception que l'individu en a, et le point de départ de chaque individu (qui est bien souvent le point de retour) c'est lui-même.

### **Revenons encore à la question posée aujourd'hui**

Cette question n'est pas posée à la seule Turquie ou à la seule Syrie. **Elle est posée aux sociétés du monde entier dans le cadre général des « guerres de l'eau »**, que beaucoup d'experts croient possibles dans un avenir proche, si rien n'est fait pour désamorcer les tensions qui vont apparaître du fait de la conjonction de deux phénomènes : la poursuite de la croissance démographique et l'accroissement de la consommation d'eau par tête liée au développement.

Notre époque est dans **une phase de préparation à la guerre**, dans laquelle chacun fourbit ses armes pour l'avenir : *si vis pacem para bellum*. Avec, comme corollaire, le fait que si l'un *para bellum*, pas de surprise, elle va arriver ; et que si l'autre ne *para* pas *bellum*, il est battu d'avance et soumis. Pour continuer à dire les choses de manière provocante, il faut admettre que **les discours actuels qui visent à prévenir les conflits servent autant à mieux les préparer qu'à tenter de les conjurer.**

En effet, la question de base demeure : y a-t-il adéquation entre besoins et ressource partout où vivent des hommes ? Manque ici, excès là ? **Sommes-nous en mesure de résorber des**

**inadéquations existantes ? Le nombre des hommes devant encore croître pendant quelques décennies, peut-on imaginer que la masse nouvelle ne va pas entraîner de tensions croissantes dans l'usage de l'eau ? La quête généralisée du développement, du mieux-être, d'une meilleure satisfaction des besoins de base ne peut qu'entraîner la croissance des coûts et exacerber les rivalités : l'humanité dispose-t-elle des moyens pacifiques pour y faire face ?**

Pour revenir à l'exemple de la Turquie et de la région avec laquelle elle a des liens inévitables à cause de l'écoulement des fleuves et, marginalement, de l'enfouissement des nappes qui ne tiennent pas compte des frontières terrestres, la question est :

**La situation est-elle asymétrique ou non ?**

**Réponse : elle est asymétrique** car l'eau tombe en amont et coule vers l'aval. Le traitement de cette inégalité implique **le recours à la puissance des États** à tous les niveaux.

La question qui dérive de la précédente est :

Si la réponse n'est pas la guerre,  
**cette asymétrie implique-t-elle un partage ?**

Deux positions sont possibles :

1. **la réponse habituelle est le comportement « westphalien »** : ce qui est chez moi est à moi, ce qui est chez toi est à toi tant que je n'en ai pas un besoin vital. Sinon, c'est à moi et je le prends. Si tu protestes, on se fait la guerre, puis on négocie **un accord temporaire selon le rapport des forces**, puis on recommence à attendre de nouvelles remises en cause. Il n'y a de partage que contraint (et ce n'est donc plus un partage).

2. depuis quelques décennies, il est question de **substituer un ordre transnational** à l'ordre issu de nations rivales : c'est le **droitdelhomisme**, y compris sa dérive, le droit d'ingérence. Il implique une gouvernance mondiale acceptée par tous : sinon, il ne s'agit que d'une mise en ordre temporaire du monde sous l'égide des plus puissants (et à leur avantage) : G1, G2, G5, G8, G20.... Il n'y a toujours pas plus de partage que dans le cas précédent, même si les contraintes sont différentes.

**Pour ajouter quelques mots**

**La situation de base de toute société est marquée par la « fatalité géographique »**. C'est une autre manière de dire la « localisation ». Si les individus peuvent migrer - ou peuvent y être contraints - il n'en est pas de même des peuples, sauf violence extrême et massive. On croyait depuis 1945 ne plus jamais revoir de purification ethnique : on en a connu des brutales (Yougoslavie), on en connaît des insidieuses (colonies israéliennes). La localisation des pays - et donc des peuples sur leur territoire - est telle que l'on ne peut pas changer de voisin. Les peuples sont condamnés à vivre ensemble, à supporter leur « nature », à subir leurs inégalités, leurs transformations, leurs rivalités. Tout cela, y compris la localisation des ressources, forme un ensemble géopolitique dont l'eau n'est qu'une partie. À elle toute seule, elle ne suffit pas à déclencher un conflit global. Elle peut facilement servir de détonateur, de prétexte. Elle peut donner naissance à ce qu'on nomme un « conflit localisé » (en fait, il faudrait dire « focalisé »). Mais une déflagration globale repose sur des faisceaux d'antagonismes multiples

que, soudain, les sociétés ne parviennent plus à régler de manière « pacifique ». Là encore, le terme « pacifique » mériterait d'être explicité : « pacifique » veut souvent dire « sans que les escarmouches, les empiètements, les interdictions, etc. » se transforment en conflit ouvert.

\*\*\*

#### **Annexe :**

Des dizaines de livres et des centaines d'articles abordent la question de l'eau et des problèmes qu'elle soulève en Anatolie orientale. À titre d'exemple, voici des extraits de l'un d'entre eux, qui a engendré des critiques auxquelles ont répondu d'autres critiques. Chacun peut continuer le débat à sa guise en fonction de ses positions intellectuelles, morales ou « intéressées ».

<http://istanbul.confluence-geo.fr/?p=93>

#### **La politique et la gestion de l'eau adopté par la Turquie, aux dépens de ses voisins syrien et irakien, ont fait l'objet de nombreuses critiques lors du forum mondial de l'eau à Istanbul (16 - 22 mars 2009).**

Sarah Jousse, Sarah Fujisaki et Maud Quais

« La Turquie contrôle actuellement 88% du débit de l'Euphrate et environ 50% de celui du Tigre. Elle revendique un droit à un usage libre et indépendant de l'eau qu'elle reçoit sur son sol. C'est pourquoi, en 1981, elle s'est lancée dans la construction d'un gigantesque complexe hydraulique, le projet du sud-est anatolien (GAP), 22 barrages construits dans les bassins versant du Tigre et de l'Euphrate pour l'irrigation de 1,7 million d'hectares de terres arides et la production d'énergie au moyen de 19 centrales. Une fois achevé, en 2010, le GAP devrait entraîner une diminution de 40 % du débit de l'Euphrate pour la Syrie et de 90 % pour l'Irak.

Un autre objectif du GAP (Güneydogu Anadolu Projesi) est la revalorisation de la vie économique, sociale et culturelle de l'Anatolie du Sud-Est, une région en déclin, zone occupée par les Kurdes, en moyenne plus pauvres de moitié que le reste des citoyens turcs. C'est une région de conflit intérieur où le parti des travailleurs kurdes (PKK) est très présent. En améliorant les conditions économiques, les volontés séparatistes devraient se réduire et le contrôle de la région, par les modifications des structures de communication, devrait s'améliorer. En effet, de manière générale, les projets prévoient la création de plusieurs millions d'emplois. Les 19 usines hydroélectriques du GAP devraient fournir 22% de la consommation turque.

Le barrage Atatürk, sur l'Euphrate, en territoire kurde, est le sixième plus grand barrage du monde. Le lac créé couvre 817 km<sup>2</sup> et retient 48 km<sup>3</sup> d'eau. Son remplissage a causé l'interruption complète du fleuve pendant un mois sans que ses voisins en soient avertis, provoquant une récolte catastrophique en Irak. La construction du barrage Atatürk n'est pas une solution pour tous. Elle ne fait qu'amplifier les relations conflictuelles entre Turquie et Syrie. Et les conflits avec les Kurdes de Turquie et de Syrie, qui se retrouvent assoiffés. La population kurde conteste particulièrement ce projet. En effet, outre le déplacement de milliers de personnes, les barrages engendrent la destruction d'un patrimoine historique riche.

L'eau est réellement un moyen de pression, une arme, un enjeu de puissance ».

© Les Cafés Géographiques - [cafe-geo.net](http://cafe-geo.net)